


14-18 Livres, films, la Grande Guerre inspire
cent ans après, la mémoire vive 9/10 P. 26-27

14-18 Cahier central
Livres&idées

la Croix

www.la-croix.com

Le lieutenant Charles Péguy, mort au front



Comment économiser 50 milliards d'euros ?

Où trouver les réductions de dépenses publiques annoncées mardi par François Hollande ? Selon les experts interrogés par « La Croix », on peut y parvenir, mais ce ne sera pas facile P. 2 à 4



MARIE LEMAITRE/LA MONTAGNE

FRANCE
Affaire Lambert, la justice se penche sur la fin de vie P. 6

BIRMANIE
L'Hôpital musulman de Rangoun, rare lieu de tolérance religieuse P. 9

ÉCONOMIE
Un salaire minimum dans les abattoirs allemands P. 17

RELIGION
Le décès du théologien Gustave Martelet P. 20

ÉDITORIAL

par Dominique Quinio

Pris au mot

Faire de la social-démocratie comme M. Jourdain de la prose, sans le savoir, ou plutôt, en la circonstance, sans l'afficher. Telle était la question. François Hollande, dans sa conférence de presse, mardi, l'a revendiqué. Parce que la bataille contre le chômage n'est pas gagnée, le président de la République veut permettre aux entre-

prises de retrouver de l'oxygène pour pouvoir développer leur activité et embaucher. Ce faisant, il a fourni des armes à la gauche de sa gauche, ou au Front national, qui le rangent depuis longtemps dans le camp des adeptes du libéralisme. Sur ces côtés de l'échiquier politique, les félicitations du jury européen (« un pas dans la bonne direction »), comme le fraternel soutien des sociaux-démocrates allemands ou encore les encouragements du patronat (qui s'est gardé de tout engagement chiffré en matière d'emplois) n'arrangeront pas ses affaires.

Ni les quelques voix, venues de l'opposition, saluant cette inflexion. Le scepticisme

reste de rigueur, mais certains, comme Jean-Pierre Raffarin, veulent le prendre au mot. François Bayrou a ainsi souligné que « le président s'est placé verbalement dans la ligne de la politique réformatrice que la situation de la France exige ». Verbalement. Car, des paroles à la réalité, en effet, le fossé est encore large et des incertitudes persistent, notamment sur les économies à réaliser pour rendre possible l'abaissement des charges des entreprises. On peut craindre aussi que, à côté de ce « recentrage » économique, le président veuille donner de nouveaux gages, perçus comme de gauche, en matière sociale : sur la famille, l'avortement ou sur la fin de

vie, comme il l'a redit dans sa conférence de presse.

Le président a pris des engagements sur les économies à faire, sur les emplois à créer. Le patronat ne devra pas se dérober, si les annonces se concrétisent. Et ceux qui jugent la nouvelle orientation positive devront la soutenir. Prenons chacun au mot. Pour aller au-delà des discours, pour que dialoguent réellement les différentes composantes sociales et politiques du pays, pour cesser d'opposer les uns aux autres, pour rechercher des consensus (et pas seulement sur les dossiers économiques). Pour redonner du tonus au pays. Chiche!





François Hollande lors de sa conférence de presse, mardi. Pour mener la politique annoncée, nombre d'experts estiment que le plus grand gisement d'économies se trouve dans les dépenses de fonctionnement et de personnels des collectivités locales.

► « Entre 2015 et 2017, nous devons dégager au moins 50 milliards de plus » d'économies dans les dépenses publiques, a annoncé mardi François Hollande lors de sa conférence de presse.

► Un engagement salué dès hier par le patron du Medef, Pierre Gattaz, et par la Commission européenne à Bruxelles.

► Reste à savoir quand et comment le gouvernement parviendra à réaliser les économies annoncées sans, comme le redoutent certains syndicats, mettre en péril le modèle social français.

Economiser 50 milliards, possible mais pas facile

► François Hollande n'a pas précisé où l'État allait faire des économies et comment il compte s'y prendre pour y parvenir.
► La Croix a passé en revue les différentes pistes possibles.

État : de nombreuses politiques à réformer

En matière d'économies, « l'État montrera l'exemple », a promis François Hollande. Pour le moment, « on nage en plein brouillard », s'offusque Philippe Marini, président UMP de la commission des finances du Sénat. Si le gouvernement ne s'est

effectivement guère avancé, plusieurs experts et groupe de réflexions proposent leurs propres idées.

Pour Agnès Verdier-Molinié, directrice de l'Ifrap, cercle de réflexion très libérale, de telles économies n'ont rien d'impossible, à condition d'attaquer frontalement certains « tabous ». Celui de l'éducation, d'abord, « qui a jusqu'à présent été épargné, alors que la défense, Bercy ou l'équipement ont fait beaucoup

d'efforts », juge-t-elle, assurant « qu'on ne pourra pas trouver des sommes à la hauteur des besoins si on refuse de toucher au premier poste budgétaire de l'État, alors même que nous dépensons 30 milliards d'euros de plus par an que nos voisins britanniques ou allemands ». La seconde citadelle que la directrice de l'Ifrap entend voir ébranler est celle des fonctionnaires, en en diminuant le nombre ou en réduisant les avantages de leur système de pension : « Il est illusoire de chercher des économies par milliards si on ne touche pas au problème de fond du coût de la fonction publique. »

Cette ordonnance de choc paraît toutefois un peu brutale à nombre

d'économistes. « L'État a déjà fait beaucoup d'efforts ces dernières années, y compris en matière d'effectifs avec la RGPP et le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Penser qu'il reste des dizaines de milliards à prendre sur les dépenses de fonctionnement me semble erroné. Qui accepterait que l'on coupe encore des postes dans la justice, la police ou la défense ? », interroge Jacques Le Cacheux, économiste à l'OFCE. Lui situe plutôt les économies possibles du côté des aides aux entreprises : « Certaines sont franchement peu efficaces et on peut sans doute économiser quelques milliards d'euros sur ce poste, surtout si, au même moment, on baisse leurs

cotisations sociales. » Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, estime tout aussi nécessaire de revoir de fond en comble « la politique du logement, qui marche sur la tête. Cela coûte 40 milliards pour seulement 330 000 logements construits par an ! »

« La première économie à faire et la plus facile à réaliser, c'est d'abord d'arrêter de créer des dépenses nouvelles comme on le fait à chaque nouveau budget », lance de son côté François Ecalte, professeur à Paris I et spécialiste des finances publiques. Cela ne dispensera toutefois pas d'opérer, en plus, des coupes dans les programmes existants, ce qui sera forcément difficile ●●●

●●● puisque « chaque euro de dépense de l'État va dans la poche de quelqu'un : fonctionnaire, entreprise ou ménage », rappelle-t-il. Aussi, en attendant « que les indispensables réformes de structure puissent porter leurs fruits », il juge que la méthode la plus réaliste pour trouver des économies substantielles serait d'instaurer un gel de toutes les dépenses, budgets, prestations ou traitements de fonctionnaires qui ne seraient plus du tout revalorisés, même pour compenser l'inflation. « Ce n'est pas forcément la façon de faire la plus intelligente, mais c'est à court terme celle qui produit des effets massifs tout en diluant les mécontentements », avance-t-il.

Collectivités locales : moins d'équipements et moins de dépenses de personnels

Avec un budget de 230 milliards d'euros par an, soit environ 20 % des dépenses publiques, les collectivités locales représentent un gisement d'économies important. D'autant que leurs dépenses sont celles qui ont le plus augmenté en trente ans : + 3,1 % par an en moyenne, dont seulement un peu plus de la moitié peut être attribué à un transfert des compétences de l'État, notait récemment la Cour des comptes, qui soulignait notamment l'envolée des effectifs de ces collectivités, qui ont augmenté de près de 20 % depuis 2004.

La simplification du « millefeuille territorial », évoquée ces dernières années et reprise, mardi, par François Hollande, est une première piste, mais pas forcément celle qui produit le plus d'économies, en tout cas pas à court terme. La clarification des compétences entre les différents échelons, en évitant des doublons, peut permettre, à terme, de diminuer le nombre d'agents. Une diminution du nombre de régions de 22 à 15, comme le suggérait déjà le rapport Balladur, peut également permettre des économies de frais de structures. « Mais comme vous ne pouvez pas licencier, cela n'engendre pas d'économies immédiates, il faut attendre quatre ou cinq ans pour en avoir les effets », estime Jean-Luc Boeuf, expert en collectivités locales et professeur à Sciences-Po.

Outre la baisse des dotations de l'État aux collectivités de 1,5 milliard d'euros par an, déjà prévue pour 2014 et 2015, l'autre source d'économies immédiates est la réduction des investissements. « Le recours à l'emprunt des collectivités représente entre 7 et 20 milliards d'euros par an. En renonçant à certains projets, les collectivités peuvent économiser entre 4 et 5 milliards d'euros chaque année », poursuit Jean-Luc Boeuf. Cela veut dire moins d'équipements pour les citoyens, mais aussi moins de contrats pour les entreprises du bâtiment, avec des effets sur l'emploi. Un inconvenient que font régulièrement valoir les élus locaux.

Le plus grand gisement d'économies se trouve donc, selon la plupart des experts, dans les dépenses de fonctionnement et de personnels des collectivités locales. Côté fonctionnement, l'Ifrap a estimé le montant des économies possibles à 8,7 milliards d'euros sur cinq ans. Il y ajoute 2,5 milliards grâce à l'amélioration de la gestion du parc immobilier (diminution du ratio m²/agent et cession d'anciens hôpitaux ou tribunaux) et 3,5 milliards par la réduction des subventions aux associations. « Si on réduit les subventions, on arrête de cofinancer les projets d'autres collectivités et on renégocie tous les contrats de prestataires (entretien, nettoyage, chauffage, téléphonie...), on peut alors dégager 3 milliards d'euros par an », évalue de son côté Jean-Luc Boeuf.

Reste la maîtrise des dépenses de personnels. Sans même parler de diminuer les effectifs, qui se sont apparemment stabilisés sous l'effet des contraintes financières, la Cour des comptes estime qu'il est possible de maîtriser la masse salariale : en agissant sur le temps de travail des agents, qui, dans de nombreux collectivités, est inférieur au temps réglementaire ; en contrôlant les absences pour raison de santé, dont le coût direct en remplacement a été évalué à 1,2 milliard d'euros ; et en réduisant les primes et les heures supplémentaires. L'Ifrap suggère, de son côté, d'y ajouter l'application du principe de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, pour une économie de 13,8 milliards d'euros sur cinq ans.

Protection sociale : la santé dans le collimateur

Dans sa quête d'économies, François Hollande a ciblé les fraudes sociales. Une piste très consensuelle, mais extrêmement partielle. D'abord parce qu'il est évidemment impossible d'éradiquer totalement la fraude ; ensuite parce que les montants en jeu (plusieurs centaines de millions d'euros tout de même) ne sont pas à la hauteur des besoins d'économies qui se chiffrent en dizaines de milliards pour la protection sociale, qui représente la moitié des 1 200 milliards d'euros annuels de dépenses publiques.

La plupart des experts tournent d'abord leurs regards vers le système de santé, qui creuse année après année le célèbre « trou de la Sécu ». « Le premier chantier, c'est celui des hôpitaux, qui pèse 78 milliards d'euros par an », tranche Didier Guidoni. Consultant spécialiste de la protection sociale au cabinet Kurt Salmon, il juge nécessaire « de s'attaquer à l'optimisation des pratiques médicales et surtout fermer certaines implantations qui n'ont plus de raison d'être, comme la plupart des hôpitaux militaires ou de nombreuses petites maternités ». Cette refonte de la carte hospitalière provoquerait à coup sûr de rudes combats politiques avec les élus locaux, mais pourrait rapporter, assure-t-il « plusieurs milliards d'euros ».

Dans deux rapports successifs, la Cour des comptes a elle aussi prescrit de nombreux changements. Elle a d'abord vilipendé le coût des trans-

ports de patients, puis déploré le faible développement de la chirurgie ambulatoire. Rien que sur ces deux postes, l'assurance-maladie pourrait économiser plus de 5 milliards d'euros par an. Pour aller plus loin, certains envisagent aussi de « responsabiliser davantage les patients », autrement dit de les faire davantage contribuer au coût de leur santé. « On peut imaginer un système de bouclier sanitaire, où chacun paie jusqu'à une certaine part de ses revenus avant que la solidarité nationale ne prenne le relais », avance François Écalle, conseiller maître à la Cour des comptes. Selon les seuils fixés, les économies pour la Sécurité sociale pourraient rapidement se chiffrer en milliards d'euros.

Les autres volets de la protection sociale sont aussi sur la sellette. Pour l'Ifrap, qui chiffre à près de 30 milliards d'euros les économies possibles sur l'ensemble de la protection sociale, les retraites mais aussi l'assurance-chômage seront des gisements à explorer. « On peut diminuer un peu pour tout le monde le taux de remplacement des indemnités chômage », estime Agnès Verdier-Molinié, qui propose également de poursuivre la réforme des retraites, notamment en alignant les régimes spéciaux sur le régime des salariés du privé. De même, elle estime possible d'économiser « plusieurs milliards en réformant toutes les aides versées sous condition de ressources, qui représentent presque 90 milliards d'euros de prestations par an ». Autant de propositions très loin de faire consensus.

MATHIEU CASTAGNET
et CÉLINE ROUDEN

VU DE SUÈDE



Les Suédois ont vécu leur cure de rigueur il y a vingt ans

► Dans les années 1990, Stockholm a réorganisé l'État, réduit ses dépenses publiques et dévalué sa monnaie pour relancer la machine économique.

C'est ce qui s'appelle un pavé dans la mare. Il y a deux mois, le ministre suédois des finances, Anders Borg, déclarait publiquement, à l'issue d'une réunion avec ses homologues européens, que la situation de la France était « vraiment préoccupante » et que Paris devait entreprendre « une restructuration véritablement globale de son économie ». Ces propos ne sont pas passés inaperçus. Donneuse de leçons, la Suède ?

Au crédit de Stockholm, il faut rappeler que le pays a lui-même traversé une violente crise, il y a vingt ans, qui l'a conduit à réformer son modèle en profondeur. Au début des années 1990, une bulle immobilière éclate, le système bancaire suédois s'effondre, la récession s'installe, le chômage explose et, tandis que le déficit budgétaire bondit à 12 % du PIB en 1993, la dette publique s'affole en tutoyant les 80 % du PIB deux ans plus tard.

Pour redresser la barre, les conservateurs au pouvoir lancent une série de coupes dans les dépenses publiques qui chutent de dix points de PIB, pour atteindre 53 % du PIB en 1999. L'objectif central assigné à la politique budgétaire consiste, désormais, à « dégager, sur la durée d'un cycle économique, un excédent de 2 % », un principe inscrit dans les textes et qui « lie les mains du gouvernement », explique Pierre Vinde, ancien secrétaire d'État aux finances suédois, dans la revue *Société*.

Reste à savoir si cet exemple est transposable en France, où le consensus social et politique n'est pas de tradition.

Les autorités organisent la fonte de la masse salariale du secteur public en rendant possible le licenciement d'un fonctionnaire et en créant des agences gouvernementales autonomes et décentralisées, pour une plus grande efficacité. Les dépenses sociales sont passées au crible : réforme des retraites, coupes dans les indemnités chômage et

maladie, suppression des aides au logement... Une politique reprise à leur compte par les sociaux-démocrates lorsqu'ils reconquirent le pouvoir, quelques années plus tard, relayés par les conservateurs en 2006.

À l'issue de cette cure de minceur, les comptes publics se sont redressés, l'activité a redémarré et le chômage a baissé dans la foulée. Et le modèle social suédois reste préservé dans ses fondements, font valoir les autorités. Au prix d'une hausse des inégalités, font valoir les détracteurs de cette stratégie suédoise. Reste à savoir si cet exemple est transposable en France, où le consensus social et politique n'est pas de tradition.

L'autre facteur de la réussite suédoise, c'est la souveraineté monétaire du royaume, qui a dévalué de 25 % la couronne suédoise, dopant la compétitivité du pays et atténuant le choc des réformes pour la population. Le chantier s'annonce plus ardu pour la France, qui ne pourra pas compter sur une dévaluation de l'euro ni sur un environnement international porteur pour accompagner les efforts demandés.

MARIE DANCER

RECUEILLI PAR MARINE LAMOUREUX

PAROLES

JEAN-LOUIS DEROUSSEN

Président de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)

« Nous avons une réelle inquiétude »

« Après les annonces de François Hollande sur les cotisations familiales, nous avons une réelle inquiétude. Comment va-t-on compenser les 30 à 35 milliards manquants, alors même que la branche famille est en déficit et que l'on nous demande le retour à l'équilibre dès 2017 ? Il y a actuellement beaucoup trop d'incertitudes, en dépit de l'assurance de Marisol Touraine (NDLR : la ministre des affaires sociales) que les prestations familiales ne baisseront pas. Prenons un exemple : le simple fait de ne pas revaloriser ces prestations, alors que les prix augmentent, peut mettre les familles en difficulté. Les avantages familiaux ont déjà été entamés par la baisse du plafond du quotient familial. Et même si le chef de l'État promet qu'il n'y aura pas de transfert de charges des entreprises vers les ménages, l'argent viendra de la poche des contribuables. »